

Initiatives ministérielles

sur les prêts aux étudiants. J'ai appelé les deux bureaux, mais ils n'ont aucun renseignement sur cette taxe.» J'ai téléphoné à notre critique, lui non plus n'avait rien. Nous avons téléphoné à la bibliothèque et il n'y avait rien là non plus. Pourquoi le gouvernement a-t-il jugé bon d'imposer une taxe sur les prêts aux étudiants sans prendre la peine d'en parler à qui que ce soit avant de commencer à la percevoir? Si son objectif est d'informer le public, il s'agit là d'un cas où le gouvernement a décidé de ne pas faire passer l'information.

Ce qu'il y a de déplorable dans tout cela, c'est que le concept dont s'inspire le projet du gouvernement ne correspond pas à la réalité actuelle. Je suis convaincu qu'il n'y a pas un seul député ici qui ne serait pas en mesure de vous en dire tout un chapitre sur le gaspillage au sein du gouvernement. D'ailleurs, il n'y a probablement personne au pays qui ne pourrait pas en faire autant.

Personne au Canada ne craint la concurrence. Le problème, c'est que les discours sur les vertus de la concurrence nous sont habituellement donnés par ceux qui ne sont plus dans la course. Il n'est pas nécessairement agréable de lutter pour trouver un emploi, de lutter sur le marché du travail. Les choses s'arrangent lorsque vous pouvez sortir du rang et accéder à un poste plus élevé.

Je ne crois pas qu'il faille continuer à chapitrer les Canadiens sur les restrictions. Je ne pense pas qu'ils aient encore besoin de ce genre de mesure législative simpliste. Ce qu'il leur faut, c'est un gouvernement qui a une petite idée de ce que peut représenter le fait d'avoir un emploi quelque part au Canada aujourd'hui. Il faut que le gouvernement soit sensible au fait que l'Ontario traverse une restructuration globale de ses bases économiques et que cette période est extrêmement difficile. Cela commence à se répercuter dans les budgets municipaux. Le budget provincial du printemps dernier rendait bien compte de cette situation.

L'Ontario est peut-être un bon exemple de province qui cherche à innover en matière de programmes sociaux, à offrir un peu plus de souplesse et à venir en aide avec quelque chose d'un peu plus positif qu'un chèque d'assistance sociale. Mais elle est maintenant dans une impasse parce qu'elle tente d'appliquer ces modifications dans le cadre d'une large restructuration de son économie, qui

subit un ralentissement par-dessus le marché. Elle est donc dans une position très précaire.

Je crois que le gouvernement du Canada devrait repenser ce programme. C'est un programme mal adapté à l'époque, à la région et au pays, un programme plutôt mal orienté.

Le gouvernement fédéral ne peut pas reprocher au présent gouvernement de l'Ontario d'avoir accumulé des dettes importantes alors qu'il impose lui-même des lois qui obligent cette province à s'endetter. Le gouvernement de l'Ontario tente simplement d'en atténuer un peu les conséquences pour les villes et les commissions scolaires, dans la mesure du possible.

J'aurais préféré voir le gouvernement laisser tomber cette idée. C'est le genre de projet de loi qui ne donne pas de résultats. Regardez les choses en face et faites ce qu'un gouvernement doit faire: répondre aux besoins réels des gens qu'il est censé représenter.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir cet après-midi participer au débat sur le projet de loi C-32.

Vous vous souvenez sans doute que, plus tôt dans la journée, j'ai lu des extraits d'un livre infâme intitulé *Telle est ma position*, écrit par un célèbre auteur canadien mais politicien médiocre. Dans ce livre écrit il y a bien des années, ce célèbre auteur mais politicien médiocre prône l'importance d'affecter des fonds à l'enseignement et à la formation au Canada.

Nous savons, bien sûr, que l'éducation est un domaine qui relève des provinces. Il reste que le gouvernement du Canada doit contribuer à l'éducation, pour s'assurer d'avoir une main-d'oeuvre qualifiée et compétente.

Et que fait le gouvernement? Il réduit les paiements de transfert aux provinces.

[Français]

Dans le cas de ma province, la province de l'Ontario, un milliard de dollars sera coupé cette année en transferts au gouvernement provincial, un milliard!

• (1540)

Je vois le ministre en face et il comprendra que des coupures d'un milliard et le fait que nous ayons un gouvernement en Ontario qui n'est pas trop bon pour administrer, ces deux facteurs combinés vous feront comprendre, monsieur le Président, les effets désastreux que cela aura en Ontario. Alors, nous avons ces coupures budgétaires